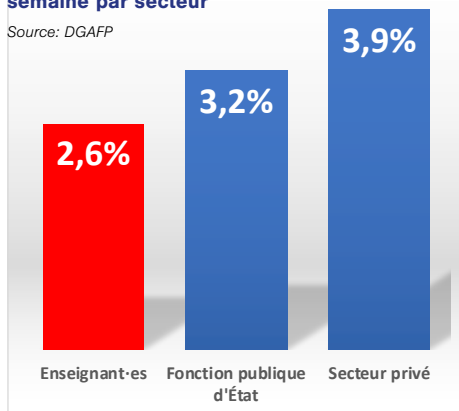


SAUVONS ENSEMBLE L'ÉCOLE PUBLIQUE

Part d'absence d'au moins un jour pour raison de santé au cours d'une semaine par secteur

Source: DGAFP



Dans le second degré public : des milliers de postes supprimés depuis 2018.

De 2018 à la rentrée 2024, les projets de loi finances successifs affichent un total de 7 810 suppressions d'emplois malgré une hausse supérieure à 18 000 élèves sur la même période.

Cela aboutit à :

- Des **classes surchargées** (la France a les classes les plus chargées d'Europe) : 25,1 en France pour 20,7 en Europe
- Un **manque de personnels** pour assurer le remplacement,
- **L'imposition d'heures et de missions supplémentaires** sur des personnels déjà sur-sollicités (la moyenne du temps de travail, selon le ministère lui-même, étant déjà de 43h par semaine pour les enseignant.es).

Une pénurie de remplacement organisée !

Précédemment des « Titulaires sur Zone de Remplacement » étaient affectés pour réaliser des remplacements de courte, moyenne ou longue durée. Les suppressions massives d'emploi ont entraîné leur (quasi) disparition.

Le manque de personnels pour assurer les remplacements concerne tous les métiers de l'éducation (enseignants, administratifs, vie scolaire, etc...)

S'il y a des remplacements non assurés, c'est un choix délibéré !

« Groupes de niveaux » : une mesure qui va accentuer les inégalités et porter atteinte aux bases de la cohésion sociale

La France est un des pays reproduisant le plus les inégalités à l'école. Pourtant, le gouvernement décide d'instaurer des groupes de niveaux au collège. Les études montrent qu'ils exacerbent les inégalités et détériorent le climat social. C'est une mesure que nous combattons car elle renforcera les inégalités et le séparatisme scolaire et social.

Extraits d'études : « Les différences d'environnement en fonction de l'origine sociale ou du niveau scolaire sont susceptibles d'aggraver les inégalités scolaires ; de plus, cet «entre-soi» est un obstacle à l'apprentissage de la citoyenneté et du vivre-ensemble. »

Toutes les études ICI



Pour s'opposer à cette mesure:



Pour répondre aux difficultés scolaires nous demandons : réduction des effectifs par classe, dédoublement, soutien, dispositif « plus de maîtres que de classe » dans le primaire (RASED) et le secondaire, des équipes pluri professionnelles renforcées (AESH, AED, vie scolaire, infirmiers/ médecins scolaires, assistants sociaux...)

Les personnels de l'Éducation du

seront en grève le 1er Février.

Nous appelons les parents d'élèves, les élus et la population à soutenir cette action.

C'est bien de l'avenir de l'école publique, laïque et Républicaine dont il est question.